

LE BRÉSIL DE LULA CONTINUE

*par Emir SADER**
26/10/2014

Pour la quatrième fois consécutive, le Parti des Travailleurs – PT – remporte les élections présidentielles au Brésil qui, également pour la quatrième fois, se sont converties en un plébiscite entre des candidats du PT et du PSDB (Parti de la Social Démocratie Brésilienne, le parti de Fernando Henrique Cardoso). Cette fois la campagne a connu des hauts et des bas, en particulier depuis la mi-Août jusqu'au second tour, fin Octobre, et s'est achevée par la décision des brésiliens de continuer sur le chemin initié en 2003 avec le premier gouvernement de Lula.

Dans l'affrontement entre le modèle néolibéral de l'opposition et la voie de sortie du néolibéralisme, pour la quatrième fois, les brésiliens ont conforté la voie que Lula a commencé. Ce seront au moins 16 ans consécutifs de gouvernement du PT, la période la plus longue de continuité d'un parti au pouvoir, en période démocratique au Brésil.

Lula disait qu'il valait mieux gagner au second tour, parce que la confrontation de deux projets rend plus claires les alternatives et leurs différences. Et ce fut le cas : de la part du candidat de l'opposition il y eut confrontation des politiques de prépondérance du marché, de libre échange, de réduction du poids de l'Etat, de baisse des salaires, d'augmentation du chômage, de contraction des dépenses publiques, d'alliances internationales privilégiant les Etats-Unis, entre autres.

En face, l'orientation de continuité des politiques sociales, comme axe central du gouvernement, avec une action dynamique de l'Etat, fortifiant les alliances régionales et avec le Sud du monde, de garantie du niveau d'emploi et d'augmentation des salaires au-dessus de l'inflation.

Le doute était [de savoir] si le Brésil de Lula continuerait ou si l'importante expérience des gouvernements du PT se terminerait en 2014. Il y eut des oscillations durant la campagne électorale, mais la controverse la plus grande tourna autour des priorités : quels seraient les thèmes les plus importants pour les brésiliens.

L'opposition fut forte sur deux plans, grâce au monopole des médias, d'une part, et en arguant d'une crise économique supposée, qui se refléterait à travers l'inflation incontrôlée, le chômage, la stagnation économique. Un sondage de *Folha de Sao Paulo* a révélé qu'une des raisons de la poussée de Dilma a tenu à l'échec de ce terrorisme économique. La grande majorité des brésiliens – y compris ceux qui votent pour l'opposition – sont optimistes par rapport à la situation économique du Brésil, ils croient que la situation s'améliorera l'année prochaine, que les prix sont contrôlés et que les salaires vont augmenter.

L'autre thème central sont les dénonciations de corruption, qui dans la dernière période de la campagne se sont concentrées sur Petrobras. La lassitude par rapport à la campagne de dénonciations – dont tellement sont sans preuve – a fait que ce thème perde son impact.

La campagne de Dilma Rousseff, se servant des programmes de TV et de l'intensification de la mobilisation politique conduite par elle et par Lula dans tout le pays, associée à une grande participation des militants du PT et de toute la gauche, réussit à convaincre la grande majorité que les conquêtes fondamentales des gouvernements du PT seraient en péril en cas de victoire de l'opposition. En même temps, la confrontation des trajectoires personnelles et politiques des deux candidats mit en valeur les qualités de Dilma, en contraste avec la fragilité de celles de Aécio Neves.

Dans l'ensemble, s'est créée, à partir du dimanche antérieur au second tour, une situation dans laquelle le niveau de rejet de Aécio dépassait celui de Dilma, laissant prévoir un retournement qui s'est consolidé tout au long de la dernière semaine, jusqu'à la victoire de hier. Les militants de gauche envahirent les rues de tout le pays, le second tour fut une claire confrontation entre gauche et droite, ce qui préfigura le retournement et le triomphe de Dilma.

***Emir Sader**, sociologue et politologue brésilien, est coordonnateur du Laboratoire de Politiques Publiques de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (Uerj)*